

# Comment le FMI compromet le droit à une éducation gratuite

par Akanksha Marphatia

L'éducation est un droit humain fondamental, et non pas un privilège. L'éducation gratuite devrait être à la portée de tous les enfants, et de très bonne qualité. Beaucoup de pays ont inscrit ce droit humain dans leur Constitution. Et pourtant 100 millions d'enfants ne sont jamais allés à l'école, dont les deux tiers sont des filles. Si l'on veut que les objectifs internationaux pour l'éducation (fixés à Dakar et réaffirmés sous la forme des Objectifs du Millénaire pour le Développement) soient réalisés d'ici 2015, il convient pour cela d'investir davantage dans l'éducation. Il faut recruter de nouveaux enseignants et ouvrir de nouvelles salles de classe. Mais il est pratiquement impossible pour de nombreux pays d'augmenter leurs dépenses dans l'éducation en raison de l'inflexibilité des politiques économiques imposées par le FMI. Les contradictions entre les politiques du FMI et les objectifs de développement convenus sur le plan international sont documentées dans notre nouveau rapport: "*Engagements Contradictaires: Comment le FMI compromet la réussite de l'Education pour Tous.*"

## Qu'est-ce qui oblige les pays à faire un choix entre investir dans l'éducation ou se plier aux politiques du FMI?

"Notre pays dépend énormément de ressources étrangères et nous ne pouvons pas compromettre notre relation avec le FMI qui décide si nous obtenons ou non des prêts à des conditions avantageuses." – Banque Nationale d'Ethiopie

## Quels sont les effets de ces politiques?

"L'intervention du FMI, qui vise la stabilité macroéconomique est devenue un obstacle au développement éducationnel et au droit à l'éducation au travers de conditionnalités qui oblige le pays à limiter et même réduire ses dépenses publiques." – Ministre des Finances, Guatemala

## Dans quelle situation se retrouvent les gouvernements?

"Nous nous trouvons entre le marteau et l'enclume pour gérer à la fois les exigences du FMI et répondre aux demandes du corps électoral." – Président Benjamin Mkapa de Tanzanie

## La responsabilité du FMI révélée avec la parution de nouveaux rapports sur le FMI

Depuis 2004, l'Equipe chargée de l'Education Internationale d'ActionAid entreprend des recherches sur l'impact des politiques du FMI sur le financement et les achèvements de l'éducation. Le rapport final, "*Engagements Contradictaires: Comment le FMI compromet la réussite de l'Education pour Tous*" a été publié en septembre 2005 en partenariat avec la Campagne Mondiale pour l'Education (CME)<sup>1</sup>. Il a été en grande partie rendu possible grâce aux efforts des personnels de l'éducation AAI et des partenaires aux Guatemala, Bangladesh, en Inde, au Cameroun, en Ethiopie, au Kenya, au Nigeria et en Sierra Leone.

Le rapport final a paru le 16 septembre en même temps qu'un rapport d'ActionAid International

Etats-Unis qui lui fait pendant, *Changing Course: alternative approaches to achieve the Millennium Development Goals and fight HIV/AIDS*.<sup>2</sup> Ce rapport questionne le rôle de chef de file du FMI sur les questions macroéconomiques, surtout devant l'échec de nombreuses de ses politiques à produire un développement social ou économique. Le développement influencé par le FMI a été en fait pour les populations démunies un échec. Le rapport examine les débats et les polémiques créés par ces politiques et auxquels se livrent des économistes du monde entier, une indication que pour améliorer leur situation, les pays doivent envisager d'autres politiques. Ces politiques peuvent offrir aux pays la marge de manœuvre qui leur

permettra d'augmenter leurs dépenses dans l'éducation, dans la santé et dans des interventions contre le VIH/SIDA.

La parution des deux rapports était prévue pour coïncider avec le dernier jour du Sommet du Millénaire des Nations Unies, en vue de rappeler aux responsables politiques et militants que fautes de réformes politiques et fiscales du FMI, il était impossible aux pays d'augmenter leurs dépenses au niveau requis pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2015.<sup>3</sup> Bien que cette cible soit dans dix ans, les objectifs nécessitent une action immédiate pour être réalisés. La réalisation de l'éducation primaire universelle et de la parité de genre nécessite maintenant un investissement en ressources important afin de garantir l'accès et la réussite scolaire dans le premier cycle primaire et l'entrée dans l'éducation secondaire.

Une conférence de suivi à Washington DC s'est adressée à ce qu'il fallait faire pour obtenir cet investissement. Cette rencontre d'une journée a réuni les activistes sur l'éducation, la santé et le VIH/SIDA avec des économistes progressifs.<sup>4</sup> Les participants ont débattu des alternatives aux politiques économiques et des stratégies de plaidoyer pour responsabiliser le FMI et les gouvernements à l'égard de la modicité de leurs investissements dans les secteurs sociaux. Le groupe comprenait des intervenants de 8 organisations du monde entier qui ont entrepris des études de cas similaires sur l'impact dévastateur des politiques du FMI.<sup>5</sup> Cette rencontre a été la première étape d'un long processus visant à asseoir à la même table les activistes et les économistes, afin de discuter de stratégies viables pour augmenter les dépenses dans l'éducation tout en assurant la stabilité macro-économique. Le matin de la rencontre, le FMI répliquait avec colère à une lettre de David Archer publiée dans le Washington Post (voir l'encadré), témoignant de leur vulnérabilité et sensibilité à l'égard de ces questions.

<sup>1</sup> [http://www.actionaidusa.org/pdf/ContradictingCommuni\\$663C.pdf](http://www.actionaidusa.org/pdf/ContradictingCommuni$663C.pdf)

<sup>2</sup> <http://www.actionaidusa.org/pdf/ChangingCourseReport.pdf>

<sup>3</sup> [http://www.soros.org/initiatives/women/events/anniversary\\_20050907](http://www.soros.org/initiatives/women/events/anniversary_20050907)

<sup>4</sup> <http://www.actionaidusa.org/pdf/IFIconferenceInvite2.pdf>

## Les barrières dressées par le FMI au droit à l'éducation

La note de septembre qui se trouvait dans la rubrique réservée aux enfants et qui racontait l'histoire de Kimani Nganga qui à 85 ans commençait des études primaires, après l'introduction tant attendue d'une éducation gratuite pour tous les citoyens par le gouvernement kenyan était émouvante. Malheureusement, dans 92 pays, les enfants doivent continuer à payer des frais de scolarité, et la plupart ne pourront peut-être pas en avoir les moyens avant d'avoir atteint l'âge respectable de 92 ans.

Dans la majorité des pays, les gouvernements font payer les frais d'éducation aux parents parce qu'ils ne peuvent pas augmenter le budget de l'éducation. L'inflexibilité des conditions imposées par le Fonds Monétaire International est le plus grand obstacle. Pour contenter le FMI, les nations doivent par exemple maintenir un taux d'inflation excessivement bas, à la limite de l'impossible, même si cela veut dire que les enfants devront se passer d'écoles ou d'enseignants.

Il y a cinq ans de cela, au Sommet du Millénaire des Nations Unies, la promesse d'une éducation d'ici 2015 a été faite à 100 millions d'enfants. Les incompatibilités entre les objectifs de développement international et les conditions du FMI devraient être réconciliées maintenant.

### Les conséquences des politiques du FMI: la pénurie d'enseignants

Les recherches qui ont nourri *Engagement Contradictories* sont issues de huit pays. Dans ces huit pays, les recherches ont montré que les politiques du FMI affectent directement et indirectement le nombre d'enseignants qu'un pays peut embaucher, leurs conditions de travail et leur rémunération. La règle d'or du FMI est que l'inflation doit rester basse (préférentiellement en dessous de 5%) même si ce n'est pas une position justifiable à la lecture de la littérature économique. La conséquence est que les dépenses des pays dans l'éducation ne peuvent pas atteindre le niveau requis pour améliorer leur situation, car le faire serait inflationniste.

Les dépenses publiques sont strictement limitées en vue de contrôler l'inflation et cela se traduit par un gel des salaires dans le secteur public. Etant donné que les enseignants et les travailleurs de la santé constituent le plus large groupe de travailleurs du secteur public, ce sont leur travail ou leur salaire qui sont les premiers touchés.

Le rapport en révèle les conséquences. Sous la pression du FMI, les pays qui veulent limiter leurs dépenses salariales sur les enseignants ont quatre options:

- Limiter le nombre d'enseignants. Le Kenya a besoin de 60.000 nouveaux enseignants pour faire face à l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés, mais le nombre d'enseignants a été gelé au niveau de 1998. Le Nepal n'a pas le droit d'employer plus d'enseignants jusqu'en 2009 bien que les campagnes pour scolariser les enfants se traduisent par 200.000 élèves supplémentaires dans les écoles.
- Le gel des salaires des enseignants – souvent au-dessous du niveau auquel ils peuvent vivre et contribuant à l'exil des enseignants du Ghana, de l'Éthiopie et du Bangladesh vers l'Europe ou les États-Unis. Sierra Leone a accepté de faire passer son enveloppe salariale de 8.4% du RBN à 5.8% d'ici 2008.
- La 'sous-traitance' des enseignants embauchés avec des contrats de courte durée – que ce soit les contrats de deux ans (sans prestations sociales et avec un faible niveau de rémunération) qui sont offerts régulièrement aux enseignants du Nigeria, ou les contrats de dix mois offerts dans d'autres circonstances.
- L'emploi d'enseignants non qualifiés, rémunérant au tiers du salaire d'un enseignant qualifié des gens qui possèdent peu ou pas de

*"Le sentiment général parmi le corps électoral est que les décisions gouvernementales sont subordonnées aux règles et directives du FMI et que le pays est prisonnier de ces décisions sans possibilités de recours." – Ministre de l'Éducation, Kenya*

qualifications – comme en Inde où au moins 220.000 personnes non qualifiées ont été embauchées, créant de graves inquiétudes pour la qualité de l'éducation. Le statut des enseignants est dévalorisé et le pouvoir de négociations des syndicats est réduit à néant puisque les employés non qualifiés n'ont pas le droit de se syndiquer.

### Le déni de la démocratie?

Nombreuses sont les autres politiques imposées par le FMI qui compriment les budgets de l'éducation, comme la libéralisation commerciale forcée (qui limitent le revenu central que le gouvernement tire des tarifs d'importation) et les strictes limites sur les déficits (qui empêchent les pays pauvres d'ajuster les niveaux des dépenses dans un même cycle économique comme le font souvent les pays riches). Dans ce contexte, comment s'étonner qu'autant de pays fassent payer des frais de scolarité aux enfants du primaire? Comme Katarina Tomasevski l'a documenté (voir l'article séparé), 92 pays font payer aux enfants le droit d'aller à l'école, et beaucoup d'enfants sont par conséquent exclus. Le contrôle qu'une organisation, le FMI, exerce sur les politiques monétaires et fiscales des autres pays est stupéfiant. Si les pays ne se plient pas à ses politiques, elle peut leur supprimer l'aide au développement et elle l'a déjà fait. Cela soulève des questions fondamentales sur les relations de pouvoir entre le Nord et le Sud.

- Les politiques ne sont pas décidées en fonction des objectifs nationaux. L'éducation peut être reconnue comme un droit fondamental dans la Constitution, mais les allocations budgétaires ne reflètent pas cette

<sup>5</sup> *Education Reform and Education Councils, Guatemala, Medecins Sans Frontieres (MSF), Belgique; Physicians for Human Rights, États-Unis; Global AIDS Alliance, États-Unis; ChristianAid, Royaume-Uni; Save the Children, RU; WELMOS, Pays-Bas et ISODFC, Ghana.*

priorité à cause des contraintes imposées par les politiques du FMI.

- Il en résulte que l'espace politique est très limité, remettant en question le droit d'un pays à la gouvernance démocratique et au contrôle de sa propre économie. Les parlements ne sont souvent pas consultés sur les accords passés entre le FMI, la Banque Centrale et le Ministre des Finances.
- Tout cela contribue à une érosion du rôle de l'état dans son rôle de prestataire de l'éducation. Qui est aggravée par les politiques et les conditionnalités de la Banque Mondiale et du FMI qui poussent à la rapide privatisation.

Les pays pauvres sont de plus en plus poussés à réduire la pauvreté sous la pression internationale, en particulier à prendre des mesures pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Pourtant la même communauté internationale est directement responsable des blocages à l'investissement. Il y a même été suggéré qu'au cas où une aide importante serait mobilisée pour l'éducation (comme le G8 l'a promis), de nombreux pays ne seraient pas autorisés à l'accepter en raison de la pression inflationniste qui lui serait imputable. Ces absurdités et contradictions doivent être exposées et réconciliées de toute urgence.

## **ACTIONS À ENTREPRENDRE**

### **Actions en Afrique, en Asie et en Amérique Latine**

- Promouvoir un débat public national lors de consultations ponctuelles sur l'Article IV au moment des négociations des politiques macroéconomiques entre les ministres des finances, les représentants de la Banque Mondiale et la mission du FMI.
- Demander des gouvernements qu'ils reconnaissent franchement leurs compromis et sacrifices quand ils acceptent les approches recommandées par le FMI pour maintenir un taux d'inflation peu élevé/une réduction des dépenses.
- Encourager un dialogue entre les ministères de l'éducation, de la santé et ceux chargés de la lutte contre le VIH/SIDA (les secteurs les plus

touchés par les plafonds imposés sur les budgets nationaux) sur les politiques alternatives, surtout au moment de la formulation ou de la présentation des budgets.

- Soutenir le renforcement des capacités des parlementaires du Sud à examiner les accords de prêts des IFI entre autres les conditions.<sup>6</sup>
- Faire pression sur les ministères des finances pour qu'ils assument la responsabilité des réductions budgétaires. Faciliter l'exposition des contradictions entre les politiques fiscales actuelles du Ministère des finances et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.
- Réclamer instamment une aide nouvelle pour l'éducation et rejeter toute suggestion qu'elle augmentera le déficit ou conduira à une flambée inflationniste.
- Renforcer les capacités des groupes de la société civile et des médias, afin qu'ils puissent avoir une vue d'ensemble des questions touchant le financement de l'éducation, en dispensant une solide formation économique en plus des activités de surveillance budgétaire qui sont devenues très populaires ces dernières années.
- Argumenter que l'éducation est le meilleur investissement pour la croissance économique à long terme – un argument largement accepté et tout autant ignoré.

### **Actions dans les pays du G8 / le Nord**

- Exhorter les représentants de votre pays qui siègent aux conseils des IFI de demander une révision de la définition donnée par le FMI à la stabilité

macroéconomique – acceptant que cadre général actuel bloque les investissements dans l'éducation (et dans la santé et la lutte contre le VIH/SIDA).

- Questionner la validité d'une subordination des instruments de politiques fiscales à long terme à des objectifs de politiques monétaires à court terme, et encourager l'évolution vers un réel 'ciblage économique' qui se sert de critères comme le nombre d'emplois, les indicateurs de croissance et de développement humain plutôt que de n'avoir comme objectif de politique monétaire le maintien d'un faible taux d'inflation.
- Questionner les effets de l'influence excessive du FMI sur les politiques économiques des pays emprunteurs sur le plan de la souveraineté, de la démocratie et de la gouvernance
- Encourager les pays riches à suivre la voie ouverte par le récent document du Trésor/Difid du Royaume Uni qui questionne ouvertement l'efficacité de la pratique de tous les autres pays donateurs de répondre aux signaux du FMI.
- Demander l'annulation totale des dettes des pays les plus pauvres et encourager les swaps des dettes entre le secteur de l'éducation et les autres secteurs sociaux.
- Découpler l'aide des conditionnalités de la libéralisation commerciale.
- Insister sur la nécessité de faire des évaluations globales sur les impacts sociaux et les impacts sur la pauvreté des recommandations de politiques macroéconomiques, incluant des évaluations des différentes options et scénarios politiques.

**Nos remerciements s'adressent particulièrement au personnel de l'éducation AAI et les partenaires qui ont rendu possible la rédaction de ce rapport:**

- Guatemala – Fernando Ical & Francisco Cabrera (Prodesa)
- Bangladesh – Mohammed Muntasim Tanvir
- Inde – Niraj Seth
- Cameroun – Francis Vernvuy
- Ethiopie – Elias Bernhau & Daniel Bekele
- Kenya – Wambua Nzioka (Elimu Yetu)
- Nigeria – Balaraba Aliyu & Chinwube Egbe
- Sierra Leona – Samuel Bangura & Tennyson Williams.

**Pour un complément d'informations, contactez: Akanksha Marphatia: akanksha.marphatia@actionaid.org**

<sup>6</sup> Voir la pétition des parlementaires [www.tppinfo.org](http://www.tppinfo.org)

<sup>7</sup> Ce travail a déjà commencé au Bangladesh avec la publication de plusieurs articles sur le FMI en première page de New Age Daily Newspaper (<http://www.newagebd.com/2005/apr/30/trout.html#1>)